

NOTE D'INFORMATION



# LE SYSTÈME DE CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY AU CAMEROUN



KIMBERLEY  
PROCESS  
CIVIL SOCIETY  
COALITION



Réseau de Lutte  
contre la Faim  
**RELUFA**

# **LE SYSTÈME DE CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY AU CAMEROUN**

**Jaff Napoleon Bamenjo et Louise Silinou**

**Septembre 2025**

## 1- Contexte

Le Cameroun est doté de ressources minières, notamment de diamants, dans les départements de la Kadey et de la Boumba-et-Ngoko, dans la région de l'Est. Néanmoins, les activités minières dans le pays restent principalement artisanales, menées dans un contexte marqué par une grande informalité du secteur minier, avec un contrôle et une traçabilité de la production moins qu'optimaux. Cette situation réduit la capacité de l'État à générer un maximum de recettes publiques en raison de la vulnérabilité du secteur minier à la fraude et à la contrebande. Bien qu'il soit un producteur marginal de diamants, le Cameroun a adhéré au système de certification du processus de Kimberley (SCKP), car le commerce des diamants bruts ne devrait en principe avoir lieu qu'entre les participants au processus de Kimberley.

Le SCPK est une initiative conjointe des gouvernements, de l'industrie et de la société civile visant à éliminer le commerce des diamants de conflits, définis comme « les diamants bruts utilisés par les mouvements rebelles ou leurs alliés pour financer des conflits armés qui sapent les gouvernements légitimes ». Dans ce cadre, les participants sont tenus de garantir, par le biais d'un système de certification et de contrôle, que les diamants bruts exportés/importés ne sont pas associés à un conflit armé et que les colis sont donc accompagnés d'un certificat du processus de Kimberley. Depuis 13 ans, le Cameroun participe au processus de Kimberley, conformément au décret n° 2011/3666/PM du Premier ministre du 2 novembre 2011 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement du système de certification du processus de Kimberley au Cameroun. Le 18 juin 2012, le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique a signé l'arrêté n° 002104 MINMIDT/CAB/CJ portant création d'un comité de mise en œuvre du système de certification du processus de Kimberley au Cameroun. Le secrétariat national permanent du processus de Kimberley au Cameroun, en liaison avec le comité de mise en œuvre, assure la mise en œuvre du système de certification du processus de Kimberley au Cameroun. Le Secrétariat national permanent supervise la chaîne d'approvisionnement en diamants, valide les données de production et d'exportation et délivre les certificats du processus de Kimberley. Il sensibilise également les communautés minières.

Plus d'une décennie après l'adhésion du Cameroun au processus de Kimberley, certains défis structurels, notamment le fonctionnement de la plateforme tripartite au niveau local, subsistent. En général, le processus de Kimberley au niveau international fonctionne comme une plateforme tripartite réunissant les gouvernements, l'industrie et la société civile. Ce modèle devrait être reproduit au niveau national dans les différents pays participants au processus de Kimberley. Ce n'est toutefois pas le cas au Cameroun. La présente note d'information vise à évaluer le cadre actuel au Cameroun et à déterminer pourquoi un cadre tripartite local peut apporter une valeur ajoutée.

## **2- Quelques éléments du cadre juridique et réglementaire du secteur diamantaire au Cameroun**

Le secteur diamantifère camerounais est régi par un ensemble de lois et de règlements qui fixent les conditions d'extraction, de contrôle et de commercialisation des diamants bruts. Ce cadre juridique et réglementaire s'articule autour du Code minier et d'instruments spécifiques relatifs à la mise en œuvre du Processus de Kimberley.

### **i. - Le Code minier camerounais**

La loi n° 2023/014 du 19 décembre 2023 constitue le principal cadre juridique régissant les activités minières au Cameroun. Le Code minier révisé replace l'État au centre du secteur minier et accorde à la Société Nationale des Mines (SONAMINES) le monopole exclusif de l'achat et de la vente d'or et de diamants au Cameroun. La loi réaffirme que toutes les ressources minérales sont la propriété de l'État, qui exerce sa souveraineté sur le sol, le sous-sol, les eaux territoriales et le plateau continental. Le Code minier consacre également les principes de transparence et de responsabilité sociale et environnementale, tout en favorisant la formalisation de l'exploitation minière artisanale, notamment par la délégation de certains pouvoirs aux autorités locales décentralisées.

### **ii- Textes mettant en œuvre le processus de Kimberley au Cameroun**

Membre du processus de Kimberley (PK) depuis 2012, le Cameroun a adopté une série d'instruments réglementaires pour donner effet aux exigences de ce système international de certification des diamants bruts :

#### **• Décret du Premier ministre n° 2011/3666/PM du 2 novembre 2011**

Le décret du Premier ministre n° 2011/3666/PM du 2 novembre 2011 établit le cadre institutionnel de la mise en œuvre par le Cameroun du système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts. L'arrêté n° 2003/PM du 29 novembre 2011 a désigné les membres du Secrétariat national permanent du processus de Kimberley (SNPPK), placé sous l'autorité du ministre des Mines, chargé de contrôler et de certifier les exportations de diamants bruts, tout en garantissant leur traçabilité et leur conformité aux normes du processus de Kimberley. Le décret prévoit également la création du Bureau d'évaluation et d'expertise des diamants (BEED) et définit les responsabilités des différentes institutions publiques concernées. Son objectif général est de réglementer strictement le commerce des diamants, de promouvoir la transparence et de lutter contre le commerce illicite. Depuis son adoption, le SNPPK a pris les mesures prescrites, notamment la validation des transactions, la délivrance de certificats et la mise en œuvre de contrôles aux frontières et dans les aéroports, malgré les difficultés rencontrées quant à son efficacité.

### **iii. Arrêté n° 002102/MINMIDT/CAB du 4 juin 2012**

L'arrêté ministériel définit les modalités pratiques d'importation, d'exportation et de commercialisation des diamants bruts au Cameroun. Il exige notamment :

- une autorisation préalable du ministère des Mines,
- une évaluation par le BEED,
- un scellage inviolable et l'accompagnement obligatoire d'un certificat du processus de Kimberley (KPC).

### **iv. Arrêté n° 002104/MINMIDT/CAB du 18 juin 2012 :**

Au sein du ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (MINMIDT), un comité a été créé pour superviser la mise en œuvre du système de certification du processus de Kimberley. Présidé par le ministre des Mines, cet organe travaille en étroite collaboration avec le Secrétariat national permanent du processus de Kimberley au Cameroun. Son mandat principal consiste à superviser le déploiement du KPCS, à formuler des stratégies visant à garantir le respect des normes du processus de Kimberley et à proposer des mesures visant à garantir la traçabilité et la commercialisation appropriée des diamants bruts au Cameroun.

Le Comité de mise en œuvre est composé de représentants de l'administration centrale, notamment des ministères de l'Économie, de la Planification et de l'aménagement du territoire, celui de la décentralisation et du développement local, ceux des Relations extérieures et de l'Administration territoriale ; des services techniques du MINMIDT (notamment la direction des mines), ainsi que de fonctionnaires des douanes, des impôts et du budget. Il comprend également des représentants de la délégation régionale des Mines dans la région de l'Est, de la sûreté nationale, de la gendarmerie, de la recherche extérieure, de la SONAMINES et du RELUFA (seule organisation de la société civile).

Ensemble, ces textes d'application constituent le fondement opérationnel du cadre juridique et réglementaire du secteur diamantaire camerounais, alors que le pays cherche à améliorer la traçabilité, la transparence et la conformité avec le système de certification du processus de Kimberley.

### **3- Le gap**

Depuis 13 ans que le Cameroun participe au Processus de Kimberley, la composition des parties prenantes au sein du Comité de mise en œuvre ne reflète pas nécessairement le forum tripartite. On constate que les entités gouvernementales sont largement représentées au sein du Comité de mise en œuvre, le RELUFA étant la seule organisation de la société civile impliquée. Les acteurs

industriels sont totalement absents. Il s'agit là d'une lacune, car le comité de mise en œuvre reste le seul espace où l'on peut discuter d'une gouvernance inclusive, transparente et responsable du secteur diamantifère camerounais.

La participation inégale des parties prenantes, notamment des acteurs industriels, et dans une certaine mesure la présence limitée des organisations de la société civile, constituent une préoccupation majeure. Cela peut être considéré comme une limitation structurelle, car les acteurs industriels ou les maisons d'achat de diamants ne participent pas aux discussions sur la gouvernance du secteur diamantifère au niveau national. Leur présence autour de la table pourrait être une bonne occasion de discuter et de relever certains défis qui contribuent à diminuer les recettes publiques et la gouvernance du secteur diamantifère en général.

Les acteurs de la société civile et les communautés minières locales, qui jouent un rôle central dans l'exploitation minière artisanale, ne participent pas non plus activement à ces discussions et ne contribuent pas aux processus décisionnels. Leur participation reste souvent symbolique, avec peu ou pas d'influence significative sur les orientations stratégiques ou le suivi des engagements pris.

Il est également nécessaire de renforcer la coordination entre les institutions concernées, les douanes, les forces de sécurité et le Secrétariat national permanent du Processus de Kimberley, car la synergie à tous les niveaux, et en particulier dans les aéroports qui sont les points de sortie des exportations de diamants bruts, est essentielle pour assurer l'efficacité des contrôles internes. Une synergie insuffisante compromet la capacité collective à générer des données fiables, à assurer un suivi efficace des chaînes d'approvisionnement et à anticiper les risques de fraude et de contrebande. Cependant, l'absence d'un suivi indépendant clair du PK empêche une évaluation rigoureuse des activités menées et peut éroder la confiance.

Une réorganisation de la composition du Comité de mise en œuvre du PK au Cameroun afin de refléter l'accord tripartite est impérative, en particulier avec l'inclusion des acteurs de l'industrie et des maisons d'achat de diamants. Cela tend à renforcer et à favoriser un dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes du secteur diamantifère.

#### **4- Pertinence de la réorganisation**

Comme déjà souligné ci-dessus, la réorganisation du Comité de mise en œuvre du Protocole de Karachi au Cameroun peut favoriser une implication et une participation équilibrées et inclusives des parties prenantes. Cela implique de garantir la représentation des institutions publiques, des acteurs du secteur privé et des organisations de la société civile, y compris les communautés touchées par l'exploitation minière. Cela peut encourager une plus grande implication des citoyens et leur participation éventuelle aux décisions qui les concernent.

Une autre question importante consiste à promouvoir une collaboration accrue entre les institutions publiques, au-delà de ce qui a été obtenu jusqu'à présent. La collaboration et la coordination interinstitutionnelles entre les services concernés (administration minière, douanes, forces de sécurité, autorités locales, etc.) sont nécessaires pour améliorer la collecte, le traitement et la validation des données, ainsi que pour renforcer le contrôle de la chaîne d'approvisionnement. La traçabilité effective des diamants produits localement renforce la contribution du système de certification du processus de Kimberley à l'acheminement des diamants bruts produits localement par des voies appropriées, minimisant ainsi les risques de fraude et de contrebande. La réorganisation vise donc à transformer la plateforme tripartite en un véritable instrument stratégique au service du développement national.

La réorganisation efficace de la plateforme tripartite nationale au Cameroun nécessite un examen complet de sa composition et de son fonctionnement. Cela peut se faire autour de plusieurs domaines stratégiques complémentaires destinés à renforcer la représentativité, l'efficacité et la responsabilité de la plateforme.

#### **. Révision de la composition de la plateforme**

La nouvelle configuration doit garantir la représentation des trois composantes : le secteur public, le secteur privé, la société civile et les communautés touchées par l'exploitation minière. Il est également essentiel de définir clairement les rôles et les responsabilités de chaque membre, afin de garantir une participation active et durable aux activités de la plateforme.

#### **. Renforcement de la coordination interinstitutionnelle**

Une meilleure coordination entre les organismes de l'administration publique, notamment les ministères, les services décentralisés, les forces de l'ordre et les douanes, est essentielle pour assurer un échange d'informations efficace, harmoniser les interventions sur le terrain et apporter une réponse unifiée aux défis liés à l'exploitation minière artisanale.

#### **5- Renforcement des capacités des parties prenantes**

Des sessions de formation, d'assistance technique et de sensibilisation doivent être organisées régulièrement pour les membres de la plateforme afin de partager leurs expériences et leurs informations. L'objectif est de leur donner les moyens d'exercer pleinement leurs rôles et responsabilités.

#### **6- Numérisation des outils de traçabilité et de gestion des données**

L'intégration d'outils numériques, notamment des bases de données centralisées, des plateformes de traçabilité en ligne et des systèmes mobiles de collecte de données, renforcera

la fiabilité des informations sur la production tout en facilitant le suivi efficace des flux de diamants. Cela pourrait nécessiter des ressources financières durables.

## **Conclusion**

Dans l'ensemble, l'engagement et la participation active de tous les acteurs du secteur diamantifère au Cameroun constituent une valeur ajoutée pour la gouvernance locale du diamant. Cela commence par l'inclusion des acteurs de l'industrie et des maisons d'achat de diamants dans le Comité de mise en œuvre du PK au Cameroun. Les voix de l'industrie et des maisons d'achat de diamants sont largement absentes, ce qui laisse un vide important à combler. Il s'agit là d'une mesure stratégique visant à renforcer la gouvernance du secteur diamantaire au Cameroun. Face aux défis persistants en matière de traçabilité, de participation des parties prenantes et de transparence dans la gestion des diamants, la réforme vise à mettre en place un cadre de gouvernance plus inclusif, structuré et efficace. Elle offre également au Cameroun l'occasion de réaffirmer son engagement envers les principes du processus de Kimberley, de renforcer la crédibilité de son secteur diamantifère et, surtout, d'assurer une répartition plus équitable des bénéfices tirés de l'exploitation diamantaire entre les communautés locales.

BRIEFING NOTE



# THE KIMBERLEY PROCESS CERTIFICATION SCHEME IN CAMEROON



KIMBERLEY  
PROCESS  
CIVIL SOCIETY  
COALITION



Réseau de Lutte  
contre la Faïm  
**RELUF**

## 1- Background

Cameroon is endowed with mineral resources, including diamonds in the Kadey and Boumba-et-Ngoko divisions of the East Region. Nevertheless, mining activities in the country remain predominantly artisanal, conducted within a context marked by extensive informality of the mining sector, with less optimal control and production traceability. This situation diminishes the capacity of the state to generate maximum public revenue due to the mining sector's vulnerability to fraud and smuggling. Although a marginal diamond producer, Cameroon joined the Kimberley Process Certification Scheme (KPCS) since the rough diamond trade, in principle, should only occur between Kimberley Process participants.

The KPCS is a joint government, industry and civil society initiative aimed at eliminating the trade in conflict diamonds, defined as "rough diamonds used by rebel movements or their allies to finance armed conflicts which undermine legitimate governments. Under this framework, participants are required to guarantee, through a system of certification and control, that exported/imported rough diamonds are free from any association with armed conflict, and the parcel should therefore be accompanied by a Kimberley Process Certificate. For the past 13 years, Cameroon has been a participant country in the Kimberley process following a Prime Ministerial Decree No. 2011/3666/PM of 2<sup>nd</sup> November 2011 on the creation, organization and functioning of the Kimberley Process Certification Scheme in Cameroon. On the 18<sup>th</sup> of June 2012, the Minister of Mines, Industry and Technological Development signed an Order No. 002104 MINMIDT/CAB/CJ creating an Implementation Committee for the Kimberley Process Certification in Cameroon. The Permanent National Secretariat for the Kimberley Process in Cameroon, in liaison with the Implementation Committee, ensures the implementation of the Kimberley Process Certification Scheme in Cameroon. The Permanent National Secretariat supervises the diamond supply chain, validates production and export data and issues the KP certificates. It also raises awareness within mining communities.

More than a decade after Cameroon joined the Kimberley Process, some structural challenges, notably the operability of the tripartite platform at the local level, remain. Generally, the Kimberley Process at the international level functions as a tripartite platform bringing together governments, industry and civil society. This model is expected to be replicated at the national level in different KP participant countries. This is not, however, the case in Cameroon. This briefing note seeks to assess the current framework in Cameroon and why a local tripartite framework can add value.

## 2- Some Elements of the Legal and Regulatory Framework of the Diamond Sector in Cameroon

Cameroon's diamond sector is governed by a set of laws and regulations that establish the conditions for the extraction, control, and marketing of rough diamonds. This legal and regulatory framework is structured around the Mining Code and specific instruments relating to the implementation of the Kimberley Process.

### i. - *The Cameroonian Mining Code*

Law No. 2023/014 of 19 December 2023 constitutes the principal legal framework governing mining activities in Cameroon. The revised Mining Code repositions the State at the centre of the mining sector and has granted the National Mining Company (SONAMINES) exclusive monopoly over the purchase and sale of gold and diamonds in Cameroon. The law reaffirms that all mineral resources are the property of the State, which exercises sovereignty over the soil, subsoil, territorial waters, and the continental shelf. The Mining Code also enshrines principles of transparency, as well as social and environmental responsibility, while promoting the formalization of artisanal mining, notably through the delegation of certain powers to local decentralized authorities.

### ii- *Texts implementing the Kimberley Process in Cameroon*

As a member of the Kimberley Process (KP) since 2012, Cameroon has adopted a series of regulatory instruments to give effect to the requirements of this international certification Scheme for rough diamonds:

#### • *Prime Ministerial Decree No. 2011/3666/PM of 2 November 2011*

The Prime Ministerial Decree No. 2011/3666/PM of 2 November 2011 establishes the institutional framework for Cameroon's implementation of the Kimberley Process Certification Scheme for rough diamonds. Order no. 2003/PM of 29 November 2011 designated members of Permanent National Secretariat of the Kimberley Process (SNPPK), placed under the authority of the Minister of Mines, with responsibility for controlling and certifying rough diamond exports, while ensuring their traceability and compliance with Kimberley Process standards. The decree also provides for the establishment of the Diamond Evaluation and Expertise Office (BEED) and defines the responsibilities of the various public institutions involved. Its overarching objective is to strictly regulate the diamond trade, promote transparency, and combat illicit trade. Since its adoption, the SNPPK has undertaken measures as prescribed, including the validation of transactions, the issuance of certificates, and the enforcement of controls at borders and airports despite challenges with its efficacy.

### iii. *Order No. 002102/MINMIDT/CAB of 4 June 2012*

The Ministerial Order sets out the practical arrangements for importing, exporting and marketing rough diamonds in Cameroon. In particular, it requires:

- prior authorization from the Ministry of Mines,
- an assessment by the BEED,
- tamper-proof sealing, and mandatory accompaniment by a Kimberley Process Certificate (KPC).

*iv. Order No. 002104/MINMIDT/CAB of 18 June 2012:*

Within the Ministry of Mines, Industry and Technological Development (MINMIDT), a committee has been established to oversee the implementation of the Kimberley Process Certification Scheme. Chaired by the Minister of Mines, this body works in close collaboration with the Permanent National Secretariat of the Kimberley Process in Cameroon. Its primary mandate is to supervise the deployment of the KPCS, formulate strategies to ensure compliance with Kimberley Process standards, and propose measures to guarantee the traceability and proper marketing of rough diamonds in Cameroon.

The Implementation Committee is composed of representatives from the central administration, including the Ministries of Economy, Planning and Regional Development, External Relations, and Territorial Administration; technical departments of MINMIDT (notably the Mining Department); as well as officials from Customs, Taxation, and the Budget. It further incorporates representatives from the regional delegation of Mines in the Eastern Region, the National Security, Gendarmerie, External Research, SONAMINES and RELUFA, the only civil society organization.

Together, these implementing texts constitute the operational foundation of the legal and regulatory framework for Cameroon's diamond sector as the country seeks to enhance traceability, transparency, and compliance with the Kimberley Process Certification Scheme.

### **3- The Gap**

For 13 years that Cameroon has been a participant country in the Kimberley Process, the composition of stakeholders in the Implementation Committee has not necessarily reflected the tripartite forum. It can be observed that government entities are largely represented within the Implementation Committee, with RELUFA as the lone civil society organization involved. Industry actors are completely absent. This is a gap, as the Implementation Committee remains the only space where inclusive, transparent, and accountable governance of Cameroon's diamond sector can be discussed.

The uneven participation of stakeholders, notably industry actors and, to a certain extent, the limited presence of civil society organizations, is a key concern. This can be considered a structural limitation since the industry actors or diamond buying houses are not part of the discussions on diamond governance at the national level. Their presence around the table could be a good opportunity to discuss and address certain challenges that contribute to diminishing government revenue and governance of the diamond sector in general.

Civil society actors and local mining communities, who are central to artisanal mining, are also not actively taking part in such discussions and contributing to decision-making processes. Their participation often remains symbolic, with little to no meaningful influence on strategic orientations or the monitoring of commitments undertaken.

It is also necessary to have increased coordination among the relevant institutions, customs, security forces, and the Kimberley Process Permanent National Secretariat, as synergy at all levels and especially at the airports that are points of exit for rough diamond exports is key to effective internal controls. Insufficient synergy undermines the collective capacity to generate reliable data, effective monitoring of the supply chains, and anticipation of risks of fraud and smuggling. However, the absence of clear independent monitoring of the KP impedes rigorous evaluation of activities conducted and can erode confidence.

A re-organization of the composition of the KP Implementation Committee in Cameroon to reflect the tripartite arrangement is an imperative, especially with the inclusion of industry actors and diamond buying houses. This has the tendency to strengthen an inclusive dialogue among all stakeholders in the diamond sector.

#### **4- Rationale for re-organization**

As already highlighted above, the re-organization of the KP Implementation Committee in Cameroon can promote a balanced and inclusive stakeholder engagement and participation. This entails guaranteeing representation of public institutions, private sector actors and civil society organizations, including mining-affected communities. This can foster more citizen engagement and possible in participation in decisions that affect them.

Another important issue is to promote increased collaboration amongst public institutions beyond what is obtained so far. Inter-institutional collaboration and coordination among the relevant services (mining administration, customs, security forces, local authorities, etc.) is necessary to improve the collection, processing, and validation of data, as well as to reinforce monitoring of the supply chain. The effective traceability of locally produced diamonds reinforces the contribution of the Kimberley Process Certification Scheme in the channelling of rough diamonds produced locally through appropriate routes, thereby minimizing risks of fraud and smuggling. The re-organization, therefore, aims to transform the tripartite platform into a genuine strategic instrument of dialogue serving national development.

The effective re-organization of the national tripartite platform in Cameroon requires a comprehensive review of its composition and functioning. This can be done around several complementary strategic areas designed to enhance the representativeness, effectiveness, and accountability of the platform.

### *. Review of the platform's composition*

The new configuration should ensure representation of the three components public sector, the private sector, civil society and mining-affected communities. It is also essential to clearly define the roles and responsibilities of each member, thereby guaranteeing active and sustained participation in the platform's activities.

### *. Strengthening inter-institutional coordination*

Better coordination among public administration bodies, including ministries, decentralised services, law enforcement agencies, and customs, is vital to ensure effective information exchange, harmonise field interventions, and deliver a united response to the challenges linked with artisanal mining.

### **5- Capacity building for stakeholders**

Training, technical support, and awareness-raising sessions need to be regularly organized for platform members to share experiences and information. The objective is to empower them to fully exercise their roles and responsibilities.

### **6- Digitisation of traceability and data management tools**

The integration of digital tools, including centralized databases, online traceability platforms, and mobile data collection systems, will enhance the reliability of production information while facilitating the effective tracking of diamond flows. This might need sustained financial resources

## **Conclusion**

In all, the engagement and active participation of all the actors in the diamond sector in Cameroon is an added value for local diamond governance. This starts with the inclusion of industry actors and diamond buying houses in the KP Implementation Committee in Cameroon. Voices of Industry and Diamond Buying houses are largely absent leaving an important gap that needs to be filled. This represents a strategic measure to strengthen governance of Cameroon's diamond sector. In the face of persistent challenges concerning traceability, stakeholder participation, and transparency in the management of diamond, the reform seeks to establish a more inclusive, structured, and effective governance framework. It also provides an opportunity for Cameroon to reaffirm its commitment to the principles of the Kimberley Process, enhance the credibility of its diamond sector, and above all ensure a more equitable distribution of the benefits derived from diamond mining among local communities.